



**PRÉFET
D'EURE-
ET-LOIR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture/Direction de la Citoyenneté
Bureau des Procédures Environnementales
mel : pref-environnement@eure-et-loir.gouv.fr

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Arrêté préfectoral complémentaire relatif aux modalités de surveillance des eaux
souterraines au droit du site Unité 2,
situé 6 bis rue Edmond Poillot à Chartres (parcelle CE 416)
Société ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE S.A.S.
(N°AIOT : 0010000466)**

**Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, notamment les articles L.511-1, L.512-21, R.512-76 et suivants ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 portant nomination de Monsieur Hervé JONATHAN, en qualité de Préfet d'Eure-et-Loir, à compter du 21 août 2023 ;

Vu le décret n° 2024-742 du 6 juillet 2024 portant diverses dispositions d'application de la loi industrie verte et de simplification en matière d'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-8 du Code de la santé publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2005 délivré à la société ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE S.A.S., autorisant la poursuite de l'exploitation de fabrication d'outils diamant de précision ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 101-2024 du 28 novembre 2024, portant délégation de signature au profit de Madame Agnès BONJEAN, Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 décembre 2025 portant substitution, par la communauté d'agglomération de Chartres, de la réhabilitation du site et sol pollué, parcelle CE416, anciennement exploité par ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE S.A.S;

Vu le protocole d'accord – Cessions foncières rue Edmond Poillot et avenue d'Orléans signé le 27 avril 2023 entre la communauté d'agglomération Chartres Métropole, la société ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE S.A.S., la société NOVO NORDISK PRODUCTION SAS et la société CHARTRES AMENAGEMENT ;

Vu la notification de cessation d'activité adressée par la société ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE S.A.S. au Préfet d'Eure-et-Loir par courrier du 11 octobre 2024, pour son site Unité 2, sis 6 bis rue Edmond Poillot 28000 CHARTRES, et son accusé de réception du 23 décembre 2024 ;

Vu la demande d'accord préalable déposée le 23 octobre 2024 par la communauté d'agglomération Chartres Métropole auprès du préfet d'Eure-et-Loir, pour se substituer à la société ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE S.A.S. en tant que tiers-demandeur pour le site Unité 2, et son accusé de réception du 23 décembre 2024 ;

Vu l'accord du Préfet d'Eure-et-Loir sur l'usage futur industriel du site par courrier du 23 décembre 2024 ;

Vu l'accord donné le 8 janvier 2025 sur l'usage futur industriel par la Mairie de Chartres ;

Vu l'accord donné le 19 novembre 2025 par la société ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE S.A.S., ancien exploitant, sur l'usage futur ;

Vu l'ATTES-SECUR du 20 mai 2025 établie par la société SOCOTEC transmise par la société ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE S.A.S. par courrier du 2 juillet 2025 ;

Vu le dossier de substitution déposé le 1er octobre 2025, complété les 2 octobre 2025, 12 novembre 2025 et 19 novembre 2025 par la communauté d'agglomération Chartres Métropole auprès du préfet ;

Vu les avis de l'Agence Régionale de Santé du 22 octobre 2025 et du 20 novembre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 1^{er} décembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire transmis à l'exploitant le 16 janvier 2026 ;

Vu la réponse de l'exploitant par mail du 4 février 2026 ;

Considérant que les activités exercées par la société ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE S.A.S. sont à l'origine d'une pollution des sols constatée sur le site de l'unité 2, sis 6 bis rue Edmond Poillot à Chartres, notamment en métaux lourds et hydrocarbures ;

Considérant que les études réalisées dans le cadre de la cessation d'activité de la société ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE S.A.S ont mis en évidence une pollution des gaz du sol constatée sur le site de l'unité 2, sis 6 bis rue Edmond Poillot à Chartres, notamment en HCT, BTEX et COHV ;

Considérant que les études réalisées dans le cadre de la cessation d'activité de la société ASAHI DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE S.A.S ont mis en évidence une pollution des eaux souterraines constatée sur le site de l'unité 2, sis 6 bis rue Edmond Poillot à Chartres, notamment en COHV ;

Considérant que la communauté d'agglomération Chartres Métropole s'est constituée comme « tiers demandeur » afin de réaliser les travaux de réhabilitation du terrain pour l'usage qu'il envisage ;

Considérant que la communauté d'agglomération Chartres Métropole s'est constituée comme « tiers demandeur » afin de réaliser les travaux de réhabilitation du terrain pour l'usage qu'il envisage ;

Considérant que le protocole d'accord – Cessions foncières rue Edmond Poillot et avenue d'Orléans signé le 27 avril 2023 entre la communauté d'agglomération Chartres Métropole, la société ASahi DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE S.A.S., la société NOVO NORDISK PRODUCTION SAS et la société CHARTRES AMENAGEMENT prévoit que la société ASahi conserve la responsabilité de la surveillance des pollutions dans le cadre de la cessation d'activité du site ;

Considérant que l'usage futur du site retenu par le tiers demandeur est un usage industriel ;

Considérant que les pollutions des sols, des gaz du sol et des eaux souterraines constatées sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement compte-tenu notamment de l'usage futur du site de type industriel ;

Considérant que le plan de gestion présenté dans le mémoire de réhabilitation déposé par le tiers demandeur, propose la mise en œuvre de travaux de dépollution visant à rendre compatible l'état des milieux avec l'usage futur retenu ;

Considérant que toutes les parties prenantes ont été informées et ont fait connaître leur avis favorable à la substitution ;

Considérant qu'au regard de la pollution des eaux souterraines, il convient de prescrire des mesures de surveillance suite à la remise en état du site ;

Considérant la nécessité de maintenir une surveillance de l'évolution des concentrations des polluants dans les eaux souterraines afin de pouvoir, le cas échéant, réaliser une campagne de mesure dans les gaz du sol ou en air intérieur, si une évolution significative des valeurs était constaté.

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir :

ARRETE

Article 1 : Généralités

La société ASahi DIAMOND INDUSTRIAL EUROPE S.A.S, dont le siège social se trouve 7 RUE REAUMUR 28000 CHARTRES, ayant exploité une installation de fabrication d'outils diamant de précision située au 6 bis rue Edmond Poillot (parcelle CE 416) à CHARTRES est soumise aux prescriptions suivantes.

Article 2 : Surveillance des eaux souterraines au droit du site Unité 2, situé 6 bis rue Edmond Poillot à Chartres

Article 2.1 – Conception et positionnement des forages

Les piézomètres respectent les prescriptions de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales

applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Les piézomètres sont implantés dans le périmètre du site, conformément au plan annexé au présent arrêté.

Les piézomètres sont au minimum au nombre de 3 (PZ1 U2, PZ4 U2 et PZ5 U2), et respectent les caractéristiques suivantes :

- un piézomètre est installé en amont hydraulique,
- deux sont installés en aval hydraulique,

Article 2.2 – Réalisation et entretien des forages

Les forages sont réalisés dans les règles de l'art et selon les normes en vigueur, notamment la norme NF-X31-614.

Chaque piézomètre est identifié par une plaque, nivelé et dispose d'un code BSS.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif équivalent est installé sur la tête de chaque piézomètre. Il doit permettre un parfait isolement de toute pollution. En dehors des périodes d'intervention, l'accès aux piézomètres est interdit par un dispositif de sécurité.

Toutes les dispositions sont prises pour permettre l'accès aux piézomètres aux personnes chargées des prélèvements et aux agents de l'État.

Article 2.3 – Prélèvement, échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont réalisés dans les règles de l'art et des normes en vigueur, notamment de la norme NF-X31-615.

Les 3 piézomètres seront notamment nivelés et un relevé du niveau piézométrique sera effectué sur chacun d'eux avant chaque prélèvement.

Article 2.4 – Nature et fréquence des analyses

Les paramètres ci-dessous font l'objet d'analyses semestrielles, en période de basses eaux et hautes eaux, pendant une durée minimale de 2 ans à compter de la notification du présent arrêté.

Les paramètres analysés sont : 12 métaux (chrome, nickel, cuivre, zinc, sélénium, arsenic, molybdène, cadmium, antimoine, baryum, mercure et plomb), HCT C10-C40, CAV dont BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène, m-,p-xylène, o-xylène, cumène, m-,p-éthyltoluène, 1,3,5-triméthylbenzène, o-éthyltoluène, 1,2,4-triméthylbenzène), HAP, PCB, COHV, Phénols, Fluorures, Chlorures, Sulfates, Ph.

Les analyses seront effectuées suivant les normes en vigueur.

Les résultats des analyses des eaux souterraines sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit la réalisation du prélèvement. Ce rapport fait l'objet d'une analyse détaillée et commentée.

Article 2.5 – Bilan à l'issue de la surveillance

A l'issue des investigations sur site prescrites à l'article 2.4 du présent arrêté et des mesures de gestion proposées, un bilan de la surveillance des milieux est proposé et adressé à l'inspection des installations classées.

Sur demande de l'inspection des installations classées, dûment justifiée au regard des résultats des analyses réalisées, la durée de surveillance des eaux souterraines pourra être prolongée et conduire à réaliser une campagne de mesure dans les gaz du sol ou en air intérieur, si une évolution significative des valeurs était constatée.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif d'Orléans situé 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans :

1. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 dans un délai de 2 mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

La présente décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (adressé au Préfet d'Eure-et-Loir, Direction de la Citoyenneté – place de la République – 28019 CHARTRES Cedex) ou hiérarchique (adressé au ministre chargé des installations classées – Direction générale de la prévention des risques – Tour Pascal A et B Tour Sequoia – 92055 La Défense CEDEX), dans le délai de deux mois.

Tout recours (excepté le télé recours) doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

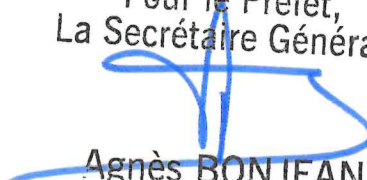
Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 : Notification

1. Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.
2. L'arrêté sera publié sur le site internet de la Préfecture d'Eure-et-Loir pendant une durée minimale de 4 mois.
3. Une copie de l'arrêté est transmise à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire

Article 5 - Exécution

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture d'Eure-et-Loir et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

CHARTRES, le - 6 FEV. 2026
Le Préfet
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale

Agnès BONJEAN

Annexe :
Plan de zonage des piézomètres



